

**NOTE SANT'EGIDIO SUR LE PROJET 'COULOIRS HUMANITAIRES' (2017-2018)
POUR L'AUDITION A LA COMMISSION AFFAIRES INTERIEURES DE LA CHAMBRE
5 février 2019**

1. Ce qui précède :

Sant'Egidio : en tant qu'acteur international sui generis, reconnu par l'Église catholique, par la Belgique (accord avec le SPF Affaires étrangères du 10 novembre 2011) ainsi que par de nombreux Etats et organisations internationales, œuvre inlassablement et ce depuis des décennies à l'accueil et à l'intégration des migrants et réfugiés en Belgique, dans de nombreux pays européens et aussi dans le reste du monde.

Couloirs Humanitaires : Pour apporter une réponse à dimension humaine et dans le respect de la loi (nationale et Européenne) à la crise des réfugiés syriens et érythréens ainsi qu'à la crise humanitaire en Méditerranée, et pour réagir aux nombreux appels d'institutions européennes / internationales et d'organisations humanitaires pour organiser des "safe and legal pathways" pour les réfugiés vulnérables, Sant'Egidio - avec divers acteurs catholiques et protestants - a développé le concept de "Corridoio Umanitari / Couloirs Humanitaires". Ceux-ci ont été conclus dans le cadre de l'accord avec le gouvernement italien du 15/12/2015 (1 000 visas humanitaires pour des réfugiés au Liban, prolongés le 7/11/2017 avec 1 000 visas humanitaires supplémentaires et 500 pour les réfugiés d'Éthiopie le 12/1/ 2017) ; puis avec le gouvernement français (500 visas humanitaires pour des réfugiés depuis le Liban, accord du 14 mars 2017). L'article 25 du règlement (CE) n ° 810/2009 constitue toujours la base juridique de ces accords.

Together in Peace (TiP) : suite à la réunion interreligieuse à dimension internationale "Peace is the future" de septembre 2014 à Anvers, Sant'Egidio a pris l'initiative de rassembler les chefs des cultes reconnus en Belgique au sein du comité "**Together in Peace**", avec l'intention claire d'assumer conjointement leur responsabilité sociale de promouvoir le vivre ensemble (voir : Marche "Together in peace" à Bruxelles le 15/3/2015).

2. Couloirs humanitaires (préparation 2017)

Le 23 janvier 2017, les responsables des cultes reconnus, réunis au sein dudit comité « Together in Peace », ont adressé [une lettre](#) au gouvernement fédéral (Premier Ministre, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration).

Ils y proposaient de créer, à l'instar du modèle italien, un "Couloir Humanitaire" pour **150 réfugiés vulnérables au départ du Liban**. Depuis le début, le critère d'identification était la vulnérabilité et les liens éventuels avec la Belgique. Ils ont souligné l'importance de la vérification préalable et du consentement des gouvernements et des services de sécurité libanais et belges.

Les différents cultes se sont dits prêts à prendre en charge les frais de visas, de voyage et d'accueil, d'intégration et d'accompagnement pendant un an dans le cadre de la procédure/demande d'asile.

Les responsables des services de culte ont chargé le prof. Jan De Volder, initiateur et coordinateur de Together in Peace, d'en discuter avec le gouvernement fédéral.

A travers une [réponse écrite](#), le Premier Ministre a désigné le secrétaire d'État compétent en matière d'Asile et de Migration, comme l'unique interlocuteur.

En 2017, **Jan De Volder** (mandaté par Sant'Egidio (SEG) et Together in Peace (TiP)) a eu plusieurs discussions à ce sujet avec le Secrétaire d'État Theo Francken et / ou un conseiller du cabinet.

Les questions suivantes ont principalement été abordées :

a. **Pays d'origine** : le Secrétaire d'Etat n'était ouvert au projet que pour les ressortissants Syriens, car ceux-ci (au contraire des Irakiens, des Palestiniens) bénéficiaient presque automatiquement d'une protection en Belgique. => SEG / TiP a accepté et a suivi ce raisonnement.

b. **Pays de transit** : le Secrétaire d'Etat demandait d'intégrer dans le quota de 150 personnes un groupe de réfugiés syro-orthodoxes en Turquie, qui avaient déjà demandé par l'intermédiaire du consul de Belgique de pouvoir venir en Belgique. SEG / TiP était réticent à cette demande car 1) SEG avait une expérience et une connaissance de terrain surtout au Liban; 2) non seulement des chrétiens, mais aussi des musulmans et d'autres personnes vulnérables devraient bénéficier du projet ; 3) SEG ne voulait pas coopérer au départ des chrétiens du Moyen-Orient sans le consentement des églises locales, sauf situations désespérées.

Après consultation et approbation du Patriarche syro-orthodoxe et celle des évêques syro-orthodoxes syriens à Istanbul et en Belgique =>un compromis a été atteint : 75 réfugiés depuis le Liban, 75 depuis la Turquie.

c. **Confession religieuse des candidats** :le Secrétaire d'Etat était favorable à faire venir des chrétiens en raison : 1) de la menace qui repose sur cette minorité; 2) possible soutien accru de la population 3) prédominance de musulmans dans les centres d'asile => SEG / TiP n'a pas voulu suivre ce raisonnement car ce n'est pas l'appartenance religieuse, mais bien la vulnérabilité qui devait être le critère principal ; Certes, l'appartenance à une minorité culturelle / ethnique / religieuse dans certaines régions de la Syrie peut constituer un facteur de vulnérabilité. Pour le programme des "Couloirs Humanitaires", des musulmans, des chrétiens, des alaouites, des druzes, des kurdes, des yézidis etc. sont éligibles, dans la mesure où ils ont besoin de protection internationale.

d. **définition de la vulnérabilité** : le projet prend en compte la Directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, qui stipule à l'art. 33 : «Dans leur droit national transposant la présente directive, les États membres tiennent compte de la situation particulière des personnes vulnérables, telles que les mineurs, les mineurs non accompagnés, les handicapés, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs, les victimes de la traite des êtres humains, les personnes ayant des maladies graves, les personnes souffrant de troubles mentaux et les personnes qui ont subi des tortures, des viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle, par exemple les victimes de mutilation génitale féminine.»

Le Secrétaire d'Etat a montré sa préférence pour des familles avec enfants (familles entières pour limiter la migration de suivi) ; mais il était également ouvert à faire venir un certain

nombre de personnes ayant des problèmes médicaux particuliers ou de personnes âgées ayant de la famille en Belgique. => SEG / TiP a suivi ce raisonnement et s'est engagé à respecter un mélange des cas de figure.

e. **Rôle Fedasil** : vu l'offre de "private sponsorship" (parrainage privé) => les candidats ne faisaient pas appel au droit d'accueil mais bien à la prise en charge des soins/frais médicaux.

f. **Interlocuteur unique** : compte tenu du fait que tous les cultes reconnus en Belgique participaient au projet, le Secrétaire d'Etat a demandé un interlocuteur unique. => SEG a pris le lead du projet.

g. **"On top"** : pour SEG / TiP, « les 150, » ne pouvaient pas être inclus dans le quota auquel la Belgique s'était engagée dans le cadre de programmes de réinstallation à l'échelle internationale=> le Secrétaire d'Etat a marqué son accord.

h. **Accord officiel et médiatisation** : à l'origine, le Secrétaire d'Etat n'était pas demandeur d'un protocole officiel et d'une signature publique => il a accepté la demande de SEG / TiP de formalisation/d'arriver à un accord officiel, écrit et signé.

D'accord avec la Secrétairie d'Etat et les partenaires, la médiatisation s'est limitée à la signature et à la première arrivée afin de respecter la vie privée des personnes concernées

Le 22 novembre 2017, M. Theo Francken, Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, et Hilde Kieboom, Présidente de Sant'Egidio en Belgique, ont signé, en partenariat avec les responsables / représentants de tous les cultes reconnus en Belgique, dont le cardinal Joseph De Kesel, [une déclaration d'intention](#) « concernant l'établissement d'un Couloir Humanitaire financé par le secteur privé pour 150 réfugiés syriens vulnérables provenant du Liban et de la Turquie à destination de la Belgique ».

A noter que le terme « Couloir Humanitaire » doit être réservé à ce projet dirigé par Sant'Egidio en partenariat avec les cultes reconnus, puisqu'il correspond à un modèle international et qu'il répond à des standards bien établis (différents des autres 'opérations de sauvetage').

3. Couloirs Humanitaires (exécution 2017-2018)

En ce qui concerne la Belgique, le diacre Pieter Wieërs (diocèse d'Anvers / SEG) était responsable de l'identification des candidats et de l'organisation des couloirs humanitaires. Au Liban, cela a été fait en collaboration avec l'équipe Sant'Egidio sur place, celle-ci étant composée de personnes ayant une bonne connaissance du Moyen-Orient et des sociétés européennes (afin d'éviter tout parti-pris ou autre type de favoritisme, aucune personne de nationalité libanaise/syrienne ne faisait partie de l'équipe sur place).

La procédure contenait deux phases : 1) identification d'éventuels candidats ; 2) la sélection des candidats.

Les candidats ont été proposés a) par des partenaires locaux au Liban, tels que la Croix-Rouge/CICR, l'UNICEF, Médecins sans frontières, Terre des Hommes, Save the Children; Caritas Liban, Assomud, Amel, JRS, Arcenciel et diverses organisations humanitaires locales

islamiques et chrétiennes) b) par des particuliers ou des organisations humanitaires en Belgique, qui avaient appris l'existence du projet ;

Au moins trois interviews ont été menés avec chaque candidat, dont une dans le lieu d'habitation, pour déterminer la vulnérabilité du profil et vérifier les liens éventuels avec la Belgique. Les critères pris en compte étaient ceux stipulés dans le protocole du 22 novembre 2017 : a) vulnérabilité, plus précisément i) familles avec enfants ; 2) femmes, hommes, enfants porteurs d'un handicap ou de problèmes médicaux particuliers ; 3) personnes âgées ; b) l'appartenance à une minorité religieuse, culturelle ou ethnique menacée ; c) des liens éventuels avec la Belgique.

Les entretiens ont également clarifié ce que les bénéficiaires pouvaient ou ne pouvaient pas attendre de leur séjour en Belgique (expectation management/gestion des attentes).

Les conversations ont été menées avec l'aide d'interprètes professionnels (d'origine ni syrienne ni libanaise).

En Turquie par contre, les candidats étaient proposés par l'Église syro-orthodoxe de Turquie, qui avait en charge les réfugiés provenant de Syrie. Les interviews ont été conduites en collaboration avec Caritas International (Belgique) et avec le soutien logistique de ICMC (International Catholic Migration Commission). Étant donné que les personnes désignées n'étaient pas toutes éligibles pour le "couloir humanitaire", il y a eu de la place pour quelques familles (y compris non-chrétiennes) en plus.

L'équipe de Sant'Egidio est en contact avec les organisations internationales suivantes : le UNHCR (au Liban et à Genève), l'UNICEF, l'UNRWA et l'OIM. A noter que le UNHCR n'est plus autorisé à enregistrer des réfugiés syriens au Liban depuis janvier 2015 ('prima facie' seulement), les réfugiés de facto arrivés au Liban après cette date ne sont plus éligibles pour la réinstallation. En Turquie, la gestion des réfugiés est principalement entre les mains du service national Directorate General of Migration Management (DGMM).

Les vols étaient organisés en petits groupes. Le 22 décembre 2017, les deux premières familles sont arrivées du Liban. Le 3 décembre 2018, le dernier groupe de 29 personnes est arrivé. Les autres arrivées ont eu lieu les 5 février, 26 mars, 7 juin, 22 septembre et 28 novembre). En moins d'un an, l'ensemble du projet a été exécuté.

Sur les 150 réfugiés, 49 étaient des femmes, 62 hommes et 39 mineurs. Il s'agissait à la fois de chrétiens (environ les deux tiers) et de musulmans (environ un tiers), d'Arabes et de Kurdes.

Les 150 ont été accueillies par des communautés sur tout le territoire du pays. L'Eglise catholique romaine a pris en charge 101 personnes. Caritas a apporté un soutien quant à l'accueil des paroisses et à l'accompagnement des demandeurs d'asile. 12 personnes ont été accueillies par l'Eglise Protestante Unie de Belgique (EPUB); 7 par les églises évangéliques; 2 par l'église anglicane; 2 par l'église orthodoxe; 5 par la communauté musulmane; 21 par Sant'Egidio même (dont une famille par Vlos Sint-Niklaas).

Une 'Taskforce' avec des représentants des différentes organisations/cultes qui s'occupent du projet sur le territoire belge, suit l'accueil et le processus d'intégration des personnes concernées.

Tous les coûts/frais (à l'exception des frais médicaux, qui ont été couverts par Fedasil) des bénéficiaires au cours de la procédure de demande d'asile sont à la charge des différents cultes impliqués dans ce projet.

Les candidats n'avaient **rien à payer** pour le passage/voyage, le visa et le logement en Belgique. Après l'obtention de la protection internationale, et du soutien du CPAS, ou après avoir trouvé un travail, les personnes impliquées ont été mises devant leur responsabilité financière, bénéficiant toutefois encore d'une aide à l'intégration (acquisition/connaissance de la langue, accès au marché du travail, ...).

La reconnaissance en tant que réfugié a été rapide pour la plupart (3 à 4 mois) ; toutefois certaines familles ne se sont vues accorder qu'une protection subsidiaire (qui, en principe, expire à la fin de l'état de guerre dans le pays d'origine). Aujourd'hui, les deux tiers des réfugiés ont reçu une reconnaissance, alors que la procédure est toujours en cours pour les deux derniers groupes (47 personnes).

En général, leur intégration se passe bien. L'engagement des bénévoles et des communautés locales est crucial à cet égard. L'acquisition de la langue a commencé et l'accompagnement vers le marché du travail sera pour la période à venir.

4. Suite

De la part de la Communauté Sant'Egidio et des cultes reconnus, il y a une volonté de **renouveler et d'étendre ce projet**. Les "couloirs humanitaires" sont, après tout, un excellent moyen de répondre au drame des réfugiés de manière flexible et humaine. Ils offrent une sécurité à des familles/personnes vulnérables qui ne sont plus obligées de mettre leur vie en péril en se confiant à des passeurs. Les pays d'accueil, quant à eux, savent à l'avance à qui ils fournissent l'hospitalité. De la sorte, ils aident à alléger le "fardeau" des pays d'accueil tels le Liban, la Turquie ou encore l'Éthiopie.

Les couloirs humanitaires sont complémentaires aux programmes de réinstallation des Nations Unies car ils sont basés sur les caractéristiques typiques du couloir humanitaire : engagement de la société civile/Églises et cultes reconnus, approche sérieuse et pragmatique du respect des droits de l'homme, reposant sur une structure légère. Accompagnement à l'intégration dans le pays d'accueil. Le UNHCR marque d'ailleurs officiellement son appréciation pour les « Couloirs humanitaires » ([Certificat of Appreciation](#)).

De plus, le modèle de « private sponsorship » (parrainage privé) est un moyen pour les différents cultes d'assumer une responsabilité sociale importante, en collaboration avec le gouvernement, au service de la société.

Actuellement, des discussions exploratoires sont en cours sur un éventuel renouvellement avec les différents partenaires et l'autorité compétente.

Sant'Egidio s'efforce en outre de faire en sorte que ce modèle soit également adopté comme "bonne pratique" par d'autres pays (de l'UE et de l'étranger).